



Le 11 juin 2026

Compte-Rendu FORCE OUVRIÈRE

Formation Spécialisée Santé Sécurité et Conditions de Travail
du CSA des DDI du 10 juin 2026

A l'heure des bilans des ISST, mais ce sont bien les seuls !

Retrouvez les éléments portés par **FO** en ouverture de séance [ICI](#).

Les points saillants issus de cette FS :

Présentation des bilans d'activité des ISST 2024/2025

→ **À retenir :** parmi les bilans et rapports présentés à la F3SCT des DDI, ceux des ISST des ministères de l'ATE. Au moins des constats partagés avec ceux que nous portons depuis plusieurs années sur les thématiques de la santé et sécurité des agents de DDI !

Tableaux de suivi des demandes et des signalements

→ **À retenir :** points incontournables de la F3SCT, ces suivis réguliers permettent de s'assurer des réponses apportées par l'administration aux diverses demandes des organisations syndicales (OS) et des engagements pris par l'administration. Pour les situations signalées au fil de l'eau par les OS, le suivi est plus sensible et nécessite de véritables relances et confrontations d'arguments pour apporter tout le soutien et aux agents et représentants locaux qui s'investissent. La DRH est attentive et n'hésite pas à relancer les services locaux compétents. Le tout étant qu'ils ne jouent pas à un poker menteur perdant/perdant !

Avancement de la feuille de route

→ **À retenir :** la F3SCT des DDI n'a désormais plus qu'une seule journée de travail sur 2 des thématiques de sa feuille de route. Le dernier GT concernant les VSST et la restauration collective est programmé ce 11 juin. L'occasion pour FO de demander à l'administration de se donner les moyens de suivre plusieurs FS et de pouvoir nous adapter aux sujets émergents tels que l'IA...

Questions diverses

Santé au travail des Inspecteurs du permis de conduire (IPSCR) – suites ?

À la demande de FO, des informations sont dues à la FS DDI concernant les suites données par l'administration au cahier revendicatif du **SNICA-FO**. FO ne lâchera rien tant que les risques professionnels des agents du permis de conduire (IPCSR) ne seront pas traités dans leur ensemble.

Formation conseils médicaux : demandée bien avant cette mandature (réforme des Comités médicaux en conseils médicaux de 2021) , et tout au long de ce mandat, une formation test existe enfin !

En préambule, la présidente de séance nous affirme que les diffusions de la circulaire du ministre de la DGAFP dans les réseaux ministériels, des DDI, etc se suffisent à elles. Elle ne diffusera pas de consignes aux consignes suffisamment claires de cette circulaire. Nos propos liminaires demandent expressément l'inverse ...

Point 1 **Approbation des procès-verbaux**

Le PV de la dernière instance tenue le 23 mars 2026 est présenté et approuvé avec une modification demandée pour que soient ajoutés des interventions mentionnées en annexe.

Les procès-verbaux seront disponibles sur l'intranet du ministère de l'Intérieur dans la rubrique dialogue social.

À retrouver ☞ **ICI**

Point 2 **Présentation des rapports des ISST**

De quoi parle-t-on ?

Les rapports des inspecteurs santé et sécurité au travail (ISST) sont édités tous les ans et intègrent les bilans sur l'ensemble des compétences des ISST qui couvrent 100 % des services déconcentrés que sont les DDI en plus des services des ministères dont ils dépendent. Ils ont en charge les contrôles des conditions d'application des dispositions législatives et réglementaires en matière de sécurité, santé et conditions de travail (SSCT) et apportent expertise et conseil auprès des directions de services ou encore des instances de dialogue social en cas de désaccord.

Le MASAA compte 8 ISST dont 1 coordonnateur, ils sont tous sectorisés. Idem pour le MTE qui en compte 11 ISST pour l'ensemble de son périmètre (administration centrale, DIR, DREAL, DDT(M),...) et le MSO dispose de 3 ISST pour 130 services.

Dans le cadre du suivi de ses procédures, l'ISST relance les directions, notamment sur certains enjeux de risques avérés ou de désaccords. Un ISST passe 30 à 35 % de son temps à réaliser des inspections et participe au mieux à plus de la moitié des instances.

Enfin, en termes de couverture des DDI, 62 DDT(M) sont couvertes par les ISST du MATTECVL et 30 % couvertes par les ISST MASAA, ces derniers couvrant également les DDPP, DDETS et DDETSPP avec les ISST du MSO.

Globalement, l'ensemble des ISST font état de constats et d'inquiétudes largement partagées et remontées depuis des années par les organisations syndicales dont FO : manque d'attractivité et manque de reconnaissance des agents, manque d'AC/PC dans les services, même si une animation de réseau et des formations professionnalisantes sont de nouveau opérantes, des problèmes inhérents à la densification immobilière et aux gestions des bâtiments sous multi-occupation, ou encore une forme de violence numérique. Sont aussi relevés des problèmes de souffrances au travail, de VSST, ou encore de co-activités lors d'interventions d'entreprises (méconnaissances des services ?).

Certaines thématiques font l'objet de formations spécifiques telles que les VSST, par exemple où 48 cadres des MSO ont été formés en 2025.

Les débats ont également permis de souligner que les ministères disposent de services de médiation : 1 médiatrice est en lien avec les agents MSO et des pôles de médiation sont à disposition des services et des agents pour le MASAA et le MATTECVL qui peut faire appel aux CVRH.

Des difficultés sont aussi relevées en matière de gestion immobilière, lorsqu'il s'agit de disposer de tous les documents de contrôle et de conformité nécessaires à un responsable de structure.

Pour le MASAA, à noter un grand nombre de situations à suivre en lien avec des facteurs humains, des crises sanitaires qui se sont succédé ou encore des fermetures d'abattoirs. Le « reset Brexit » concerne également des DDI suivies par 2 ISST (35 et 50).

D'autres problématiques sont relevées telles que : des lectures de dangers graves et imminents (DGI) qui diffèrent entre les directions et les représentants du personnel. L'ISST peut analyser et trancher ces divergences de points de vue.

La gestion des EPI par les SGCD présente une dichotomie entre les besoins des agents de DDI et les achats effectués par les SGCD. Un EPI inadapté ou mal utilisé peut être très dangereux que protecteur.

Enfin, le sujet des accidents du travail (AT) est identifié comme un véritable sujet de méconnaissance, sans analyse des causes et non suivis d'effets. Un AT sans analyses fines dont l'arbre des causes et des événements est un manquement de l'employeur.

Bref, rien que FO n'ait déjà pointé à chaque analyse des bilans examinés dans cette instance et illustré par des remontées terrain. Mais c'est tellement mieux quand ce sont des acteurs de la prévention des ministères qui l'écrivent et le disent !

Les positions de FO :

Les rapports d'activités des ISST nous font état de constats préoccupants qui mettent en évidence des difficultés persistantes et structurelles.

Plusieurs constats majeurs ont été soulignés :

- une évaluation des risques encore largement insuffisante, avec de nombreux DUERP non actualisés ;
- une dégradation marquée de la médecine de prévention ;
- un manque de moyens humains et organisationnels ;
- un dialogue social fragile dans de nombreuses structures ;
- une exploitation encore insuffisante des retours d'expérience en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Position de FO

FO a souligné un durcissement notable du ton employé par les ISST par rapport aux années précédentes. Cette évolution traduit, selon nous, une aggravation réelle des conditions de travail dans les services.

FO a également mis en avant plusieurs points de blocage importants :

- le rôle des secrétariats généraux communs (SGCD), qui freinent le fonctionnement des instances et la mise en œuvre des actions de prévention ;
- le manque de formation des membres des formations spécialisées ;
- au MASAA, l'absence de dynamique homogène entre les différentes formations spécialisées de réseau, par exemple.

Il a notamment été relevé que seule la formation spécialisée Agriculture-Forêt semble aujourd'hui pleinement engagée dans une démarche structurée de prévention.

FO a également dénoncé un défaut d'information des agents et des représentants du personnel lors des visites des ISST, lorsque celles-ci ne sont pas relayées par les directions des structures visitées.

Concernant les suites à donner à ces rapports, FO souligne que le bilan des ISST du MATTECVL présente 4 actions identifiées auxquelles elle souscrit bien volontiers, puisque ce sont également des pistes d'amélioration évoquées à plusieurs reprises ces dernières années.

Ces préconisations sont les suivantes :

- Mieux s'appropriier les documents de prévention (DUERP, PAPRIACT,...), tant en termes d'élaboration que de mise en œuvre pour en faire de véritables outils managériaux de la prévention,

- Former les représentants de l'administration en charge du dialogue social (directeurs, SGCD,...) : des carences en termes de formations, des méconnaissances du fonctionnement des instances constatées depuis de nombreuses années, et donc une mesure qui pourrait éviter bon nombre de dysfonctionnements des instances locales de dialogue social... et de signalements ... ;

- un pilotage de la politique nationale de prévention,

- des contrôles réglementaires des bâtiments, notamment pour les sites multi-occupés (cités administratives, par exemple, et clarification des différents intervenants).

Sur ce dernier point, FO rappelle que des refus se multiplient sur l'instauration de FS de sites, alors que ces derniers pourraient permettre d'apporter les éclairages nécessaires à des gestions immobilières sous multi-occupation. La DRH se penchera sur ces postures des services locaux.

Point 3 Tableau de suivi des demandes

Ce point désormais régulier vise à s'assurer de la bonne prise en compte et/ou réalisation des demandes formulées par les représentants du personnel lors des réunions précédentes.

A l'ordre du jour pour cette FS, les thématiques suivantes :

- la présentation d'un bilan sur la mise en œuvre des conseils médicaux et formations dispensées aux agents y siégeant : un point est prévu ce jour par le MI en questions diverses.

- le point sur une gestion RH qualifiée de brutale avec une intégration « contrainte » de certains agents au MAASA : un retour a été fait aux représentants de la FS après l'instance qui

confirme le caractère de régularisation de situations de décroissements imposés par les ministères. Les agents concernés ont accepté au final les postes proposés, mais tout cela confortent les propos FO sur l'absence de gestion des compétences et sur la seule vue de la masse salariale. Quel gâchis !

Des points spécifiques sont reportés et prévus à la prochaine FS de septembre concernant :

- le déploiement et la mise à jour de la DTAthèque établie par la DEPAFI ;

- le bilan des interventions réalisées en 2024-2025 par Anne JOUBERT, médiatrice des MSO.

Point 4 Tableau de suivi des signalements des OS

De quoi parle-t-on ?

Ces signalements par les représentants nationaux relèvent de situations faisant l'objet de ruptures du dialogue social au niveau local, voire de manquements remontés à leur niveau à la demande de représentants du personnel locaux.

Les saisines de la DRH du MI sont contextualisées et documentées par les OS de la F3SCT pour trouver des réponses et/ou des solutions. Informés au fil de l'eau par la chargée de mission DDI, la F3SCT DDI prévoit un point systématique à chaque séance.



Les positions de FO :

Plusieurs situations sont évoquées dont l'une en présence de l'ISST compétent pour la DDI concernée.

Pour chaque situation, les ministères de tutelle et le MI sont engagés à apporter les réponses adaptées et entendent les représentants nationaux quant à certaines réponses biaisées de la part des directions locales.

Ces points spécifiques sont également l'occasion pour les OS de la F3SCT de relayer au plus haut l'expression des agents et des représentants locaux ainsi que de rappeler la nécessité de protection et de respect de leur rôle qui leur est dû.

Et d'ailleurs, **FO** rappelle aux représentants locaux exposés à des situations semblables à se rapprocher de leurs représentants en FS ou CSA des DDI et à ne pas rester seuls !

Comme évoqué lors des débats avec les ISST, les formations des membres de l'administration au dialogue social, mais aussi à la prévention et à la lutte contre les RPS, VSST, ... et autres discriminations en tout genre, sont nécessaires.

Point 5 État d'avancement de la feuille de route de la F3SCT DDI

L'administration confirme la tenue de notre dernier groupe de travail (GT) prévu ce 11 juin et de la dernière F3SCT des DDI qui se tiendra le 30 septembre.

VSST et restauration, collective sont au programme de ce dernier GT, la QVCT devant faire l'objet d'autres échéances qui ne trouveront pas de propositions de nouvelles dates avant les élections professionnelles.

FO aura constaté la mise en œuvre chaotique de la feuille de route et souligne la nécessité de mettre en œuvre, côté administration, tous les moyens nécessaires à son bon déroulé, permettant la tenue des GT et réunions

nécessaires au traitement des sujets mais également un peu de souplesse pour adapter la feuille de route aux sujets s'invitant dans notre quotidien professionnel. Aussi, l'IA, dont une présentation de charte nous a été faite en mars dernier, devra être un sujet à appréhender dans toutes ses composantes, dont les impacts sur les conditions de travail, la santé des agents et les évolutions des métiers, entre autres.

FO reste mobilisée jusqu'à la fin de son mandat afin que la feuille de route puisse être honorée dans cette dernière ligne droite et avant le renouvellement des instances.

Questions diverses

• Santé et à la sécurité au travail des IPCSR

FO a appris la veille de la FS que la Ministre VÉDRENNE recevrait les OS le 17 juin prochain pour présenter le rapport de l'IGA... Pour **FO**, le calendrier rappelle dangereusement celui de la dernière réforme du PC de 2014... avec les dégâts que nous connaissons. **FO** espère néanmoins que la pression constante exercée par les IPCSR paiera...

Hasard du calendrier ou pression là encore de **FO**, le MI recevra le SNICA-FO le 2 juillet prochain en bilatérale conformément aux engagements de la DSR... il y a plus d'1 an maintenant...

- **Formations relatives aux conseils médicaux**

Cette demande portée à maintes reprises par les OS au cours de ce mandat, mais demandée initialement par FO en amont même de la réforme des comités médicaux/commissions de réforme pour devenir les conseils médicaux.

Le MI a enfin mis en œuvre des formations spécifiques via ses plate-formes régionales de formation (PFRH) sous format de 3h en distanciel (via Classilio).

Ces formations abordent le contexte réglementaire, le rôle des conseils médicaux, le format plénier notamment où siègent les représentants du personnel, le rôle de ces représentants désignés par les CSA locaux (modifications d'importance qui avaient motivé la demande de formations nécessaires de la part de FO), et enfin des cas pratiques.

Même si cette formation dispensée en format test fin 2025 et en session en mars 2026 dans le Grand-est semble recueillir un retour mitigé, elle a enfin au moins le mérite d'exister. Reste à savoir à quel public cible elle est accessible.

FO demande qu'au vu des retours cette formation soit améliorée et proposée dès le début du prochain mandat aux personnels figurant sur les listes de ces conseils médicaux.

Vos représentants FO à la FS DDI :

Titulaires :

Sandrine FOURCHER-MICHELIN, DDT 63

Lionel MARTINON, DDETS 26

Joël CANGE, DDTM 59

Suppléants :

Damien MASCARAS, DDTM 44

Soizic BLOT, DDPP 35

Anne HUBER- DDETS 67

